

MADAGASCAR

Revue de Presse octobre 2008

POLITIQUE INTÉRIEURE

Selon Jacques Sylla, président de l'Assemblée nationale, les Malgaches vivent dans une insécurité qui ne cesse de s'aggraver : en ouverture de la session ordinaire de l'Assemblée, en présence du Premier ministre, des représentants des bailleurs de fonds ainsi que devant les chefs d'Eglises du FFKM, il a porté un jugement sévère sur la situation sécuritaire du pays, affirmant : *« il est difficile pour les gens de vivre sereinement avec la prolifération des armes »,* tant en milieu urbain que rural. *« Certains éléments des forces de l'ordre commencent à se livrer à des abus. Le terrorisme est chez nous ! »,* a-t-il admis, confirmant les dires de Marc Ravalomanana qui, quelques jours auparavant, avait créé la surprise en déclarant *« des éléments des forces de l'ordre mettent en location les armes mises à leur dotation ! »* Parmi les facteurs d'insécurité : la dégradation du niveau de vie et la lenteur de la Justice. *« Le gouvernement a déjà pris ses responsabilités »,* a-t-il toutefois admis, avant de s'adresser à tous les députés : *« en tant que représentants de la population, nous sommes responsables ».* Jacques Sylla a reçu les félicitations de certains chefs de l'opposition pour les propos tenus.

Plateforme de l'opposition : repli stratégique après la période d'agitation. Son porte-parole justifie le silence observé après la période de forte mobilisation : *« Nos membres sont victimes de harcèlements et de pressions exercées par les élus et les chefs de région, raison pour laquelle on a adopté une nouvelle stratégie plus efficace et mieux adaptée aux réalités. [...] Pour une meilleure coordination des mouvements, des antennes régionales ont été créées ainsi que des structures au niveau des Fokontany ».* Pour plusieurs commentateurs, l'opposition est en panne d'imagination : elle multiplie les réunions sans pour autant trouver la bonne formule pour faire face au régime alors que grogne gagne du terrain dans l'ensemble de l'île en raison de la recrudescence de l'insécurité et de la paupérisation généralisée de la population.

Le candidat aux présidentielles de 2006, Jean Lahiniriko, sort de son silence et interpelle le pouvoir. Il lui reproche notamment de garder le silence sur les impacts de la crise financière mondiale alors que *« les financements des projets de développement viennent à 70 % de l'étranger ».* L'ancien président de l'Assemblée nationale a par ailleurs fait part de ses désaccords avec le pouvoir sur la réforme de l'enseignement, la réorganisation des forces de l'ordre *[la Gendarmerie passant sous l'autorité du ministère de l'Intérieur]*, et le problème des remblais dans la Capitale. Il exige le retour des exilés politiques. *« La constitution de l'Eglise luthérienne dont je suis le trésorier ne m'interdit pas de faire de la politique »,* a-t-il déclaré. Pour le président du PFDUM, *« l'Etat démocratique n'existe pas à Madagascar. C'est plutôt un pouvoir à parti unique qui pratique l'autocratie [...] Il n'y a plus de structure démocratique au Parlement car même les députés ne peuvent plus s'exprimer librement ».* L'élaboration d'un projet commun de société, qu'il a initié conjointement avec feu Herizo Razafimahaleo ainsi qu'avec Roland Ratsiraka, deux autres candidats aux présidentielles de 2006, serait sur la bonne voie. Les rédacteurs de ce programme sont, selon L.O.I, des techniciens, en majorité professeurs d'université et des modérés. Ils espèrent aboutir avant mi-novembre et pouvoir rencontrer ensuite des diplomates étrangers en poste à Antananarivo. Mais le groupe est divisé sur l'ouverture à d'autres opposants radicaux, tel le CRN d'Albert Zafy.

La réapparition médiatique de Jean Lahiniriko, trésorier de la FLM suscite des réactions chez les luthériens. *« L'appartenance politique de Jean Lahiniriko entrave la conclusion*

d'éventuelles collaborations avec le pouvoir. Je partage ce point de vue avec d'autres responsables de la FLM », déclare l'un des responsables de l'Eglise.

Les propos de l'archevêque d'Antananarivo sur la nécessaire réconciliation nationale apportent de l'eau au moulin du CRN : le chef de l'Eglise catholique a déclaré récemment que « *la réconciliation n'est pas faite et que les plaies de 2002 ne sont pas encore cicatrisées. Alors que sans réconciliation, il n'y a pas de développement possible* ». Emmanuel Rakotovahiny, bras droit d'Albert Zafy, leader du CRN, se réjouit de cette prise de position, alors que son mouvement ne cesse de tenir ce même discours depuis 2002.

Commémoration du 50^{ème} anniversaire de la proclamation de la République : manifestation publique interdite. L'opposition, qui avait mis en place un comité de préparation de la commémoration, a dû annuler son programme au dernier moment : la préfecture de police d'Antananarivo a refusé sa demande d'autorisation en vue d'une manifestation publique en salle sur le thème : « *Devoir de mémoire et réveil de la conscience nationale* ». Les autorités jugent que la 14 octobre ne revêt aucun caractère officiel et qu'il faut donc se limiter à des commémorations privées. La manifestation prévue a été qualifiée de « *politique* », les « *signataires de la demande sont des politiciens* » a mentionné le préfet de police. Les organisateurs se sont retrouvés par la suite pour une commémoration à la résidence de l'opposant Albert Zafy. L'opposition a de nouveau été interdite de réunion dans un quartier de la Capitale.

Vice-président de l'Université, Jean Eric Rakotoarisoa s'est élevé devant l'Académie malgache contre la tendance actuelle à minimiser l'anniversaire de l'avènement de la République. « *Depuis la Deuxième République, nous nous habituons à effacer le passé qui fait pourtant partie de l'histoire nationale. Nous n'avons plus le sens de la continuité des valeurs et cela a freiné notre développement* », a-t-il soutenu.

Didier Ratsiraka s'adresse par téléphone aux membres de son parti réunis pour une conférence de presse, après 6 années de silence : violant l'interdiction qui lui est faite par les autorités françaises de s'exprimer sur les affaires nationales depuis son exil parisien, il a émis de nombreuses critiques contre le pouvoir. Il a notamment pointé du doigt l'insécurité qui frappe le pays, (conséquence selon lui de la grande pauvreté de la population et de la division des forces armées depuis les événements de 2002). Il a également jugé sévèrement le régime dans l'affaire du remblayage de rizières dans la proche banlieue de la Capitale (décision qui contreviendrait à un accord conclu avec l'AFD pour l'aménagement agricole de cette plaine), ainsi que les mesures d'expulsion d'étrangers (les journalistes Christian Chadeaux des *Nouvelles* et Olivier Péguy de *RFI*) ; l'expulsion de l'ambassadeur de France. Didier Ratsiraka a affirmé être en excellente santé, coupant court aux rumeurs qui avaient été propagées par certains membres de son parti.

Didier Ratsiraka aurait enfreint non intentionnellement son devoir de réserve car ce sont les organisateurs du meeting de l'AREMA qui auraient pris l'initiative de fait entendre en direct aux journalistes présents les propos que l'Amiral tenait au téléphone.

Selon L.O.I, les barons du TIM verraient d'un mauvais œil le retour en force d'anciens cadres de la Deuxième République : ceux-ci ont bénéficié de nominations à des postes stratégiques dans la haute magistrature (Cour de Cassation, Conseil d'Etat, HCC,...). Les membres du « *réseau dormant* » de Pascal Rakotomavo [*proche de Didier Ratsiraka, dont il fut le conseiller et le Premier ministre*] renforceraient ainsi leur emprise sur les institutions et entreraient souvent en compétition avec le clan de l'actuel Premier ministre, Charles Rabemananjara.

Après son hospitalisation, Pety Rakotoniaina regagne la maison de force de Tsiafahy : il y poursuivra son traitement médical. Le président du parti Tambahra s'étonne de cette décision. Le président par intérim a fait part de ses plus grandes inquiétudes.

Maison centrale de Toamasina : le général Iandro Fenomanana, dernier détenu de la crise politique de 2002, libéré. Il était le chef des forces pro-Ratsiraka au barrage de Brickaville qui isolait la Capitale du Grand Port. Ayant purgé 5 ans de prison, il a atteint la limite d'âge de son grade et a été admis à la retraite.

Le Groupe de réflexion et d'action pour le développement (Grad Iloafo) a lancé aux politiciens un appel à l'honnêteté : une condition qu'il a qualifiée d'essentielle pour promouvoir la démocratie et favoriser le dialogue. Son président dénonce les comportements irresponsables de certains membres de l'opposition, tel « *l'électron libre* » Henri Lecacheur, ou Albert Zafy, qui ne reconnaît toujours pas l'élection de Marc Ravalomanana à la magistrature suprême. Il recommande une trêve politique en cette période où Madagascar se prépare à accueillir le sommet de l'UA en 2009 et de la francophonie en 2010, « *une belle opportunité pour le pays de se faire connaître et d'attirer les investisseurs étrangers* ».

Trente mois de prison ferme pour Emmanuel Razafindrazaka dit Bôlô dans le dossier de vol d'armes. 12 autres prévenus se sont vus infliger la même peine, pour atteinte à la sécurité intérieure de l'État. Les condamnés ont été aussitôt reconduits à Antanimora et à Tsiafahy, où ils sont détenus en attendant leur jugement dans l'affaire des tentatives d'assassinat du président de la République. L'examen de ce second chef d'inculpation a débuté en fin de mois. Trois nouvelles têtes ont été remarquées à la barre : deux officiers de la Gendarmerie et un officier de l'Armée. Deux personnes sont encore en fuite et recherchées.

A la veille du 1^{er} procès, la brigade de recherches criminelles de la gendarmerie nationale avait convoqué une conférence de presse pour présenter les trois tentatives de coup d'Etat et d'assassinat dont aurait été victime Marc Ravalomanana à la fin de 2006 et en 2007, tentatives impliquant, selon elle, le général de Police Bôlô, et des officiers de l'armée. Fin 2006 et en avril 2007, il était question d'abattre l'avion présidentiel avant son atterrissage à l'aéroport d'Ivato. En octobre 2007, les présumés tueurs étaient censés tenir une embuscade contre le cortège présidentiel en périphérie de la Capitale. Le commandant de la brigade de recherches a exhibé pour preuve des lance-roquettes et des fusils d'assaut volés au 1er RTS en octobre 2007. L'avocat de Bôlô a reproché à la gendarmerie d'avoir violé le secret de l'instruction et les droits de la défense en organisant une conférence de presse préalable au procès ; il l'a accusé d'avoir exercé une pression morale sur la justice.

Maison de force de Tsiafahy : Voninahitsy Jean Eugène devient adventiste et affirme renoncer à la politique. « *Je ne ferai plus de la politique à ma sortie de prison* ». L'opposant incarcéré a confié cette décision à un pasteur adventiste qui l'a baptisé. L'ancien vice-président de l'Assemblée nationale a encore trois ans à purger à Tsiafahy où il est incarcéré avec de grands criminels comme Coutiti. Les dirigeants du RPSD Vaovao démentent le retrait de leur leader. L'ancien député purge une condamnation à 3 ans de prison pour trafic d'influence et complicité d'évasion d'un prisonnier.

FFKM : une grande concertation nationale en vue. Le SEFIP, branche du FFKM en charge des affaires nationales, avance dans la préparation de ses assises nationales. La réticence prêtée à tort ou raison à l'Eglise réformée FJKM pour la tenue de ces rencontres, semble avoir contribué au ralentissement du projet.

Plate-forme des organisations de la société civile (PFNOSCM)

Vers une fédération internationale des Plates-formes : près de 100 Plates-formes nationales issues des organisations de la société civile des 5 continents, dont la PFNOSCM, se sont réunies à Paris, à l'initiative de « *Coordination Sud* » qui est la Plate-forme nationale des organisations de la société civile de France, avec l'appui de la Plate-forme de la société civile européenne « *Concord* ». Cette conférence internationale constitue une étape décisive dans la mise sur pied d'une alliance mondiale. La Plate-forme malgache est constituée de plus de 2 700 associations qui revendiquent un rôle d'interface entre le pouvoir et les citoyens. En partenariat avec Oxfam, la PFNOSCM mènera des actions d'information, de mobilisation, de consultation et de lobbying aux niveaux national et continental en vue du 13ème Sommet de l'UA qui se tiendra à Madagascar en 2009.

Réforme du code électoral : nouvelle démarche de la PFNOSCM auprès du ministère de l'Intérieur. La nécessité d'organiser de nouvelles élections communales partielles suite aux invalidations prononcées par le Conseil d'Etat est l'une des raisons qui la poussent à faire pression sur le gouvernement. Le secrétaire général du CNOE précise en effet : « *Les dispositions du code électoral ne prévoient pas encore la possibilité d'organiser de nouvelles élections partielles. Le ministère devrait étudier de près cette situation car des scrutins communaux seront prochainement à refaire* ». Sur les 240 requêtes enregistrées au Conseil d'Etat, plus de 200 ont été jugées depuis le mois de mai et une douzaine d'élections sont à refaire.

La PFNOSCM divisée sur la stratégie à tenir vis-à-vis du pouvoir : sa présidente met en cause certaines entités membres, comme l'Observatoire de la vie publique (SEFAFI), ou le Comité national d'observation des élections (KMF/CNOE), qui se voient reprocher de pratiquer une stratégie d'interpellation trop systématique du pouvoir, au détriment du dialogue et de la démocratie participative.

Le SEFAFI met en cause la légitimité de l'Assemblée nationale : l'observatoire de la vie publique évoque dans un communiqué le « *record national* » d'abstention enregistré lors des dernières élections législatives. *C'est une véritable sonnette d'alarme pour la démocratie*. Il déplore l'absence de représentativité de l'opposition au sein de l'Assemblée nationale et du Sénat. « *Le Parlement ne joue plus son rôle de forum où devrait avoir lieu un vrai débat démocratique qui prenne l'opinion publique à témoin, tandis que les partis politiques ne remplissent plus leur fonction tribunitienne, qui consiste à exprimer les attentes et les déceptions du peuple.* ».

Réforme de l'éducation

Les partenaires techniques et financiers adhèrent entièrement au processus de changement : « *Les réformes de l'éducation actuellement mises en œuvre à Madagascar contribuent à l'atteinte des OMD dans la mesure où les enfants sortiront des 7 années de primaire avec des compétences renforcées* », a expliqué le représentant de l'UNICEF, qui justifie également la malgachisation de l'enseignement de base.

Les catholiques défient l'État : ils attendront 2012, date d'application intégrale de la réforme dans toutes les circonscriptions scolaires publiques pour se prononcer. La direction de l'enseignement catholique d'Antananarivo déploie une stratégie pour suivre à la loupe la mise en place de la réforme dans le secteur public. L'Eglise catholique n'hésite pas à défier l'Etat en poursuivant une réflexion sur un autre schéma d'organisation des cycles d'enseignement. Des observateurs estiment que les bons résultats obtenus par les établissements confessionnels par rapport au public ne peuvent qu'inciter les instances dirigeantes de l'Eglise à faire preuve de prudence dans la mise en œuvre des réformes.

Le Premier ministre, Charles Rabemananjara, appelle à la mobilisation contre le terrorisme : Madagascar a été choisi pour une première évaluation de l'application de la résolution du Conseil de Sécurité des Nations unies du 28 septembre 2001 sur la lutte contre le terrorisme. A cet effet, une délégation des Nations unies a séjourné à Madagascar. C'est dans ce contexte que le Premier ministre est intervenu pour alerter fermement les hauts responsables de l'Etat et l'opinion publique sur les risques que le pays encourrait. Il dénonce « *les actes malintentionnés organisés dans le but de faire obstacle au processus décisionnel à tous les niveaux, en temps opportun, dans l'intérêt de la nation ou de tourmenter les esprits afin d'entraver les actions en faveur du développement* ». Selon *Tribune et La Vérité*, cette intervention viserait tout particulièrement la presse, accusée de désinformation et considérée par le pouvoir comme un facteur de terrorisme moral et psychologique, bloquant le développement et ne tenant pas compte de l'intérêt général. Le président du PFDM, Pierre Tsiranana, a condamné fermement « *les accusations lancées à l'encontre des journalistes* ». L'opposition se sent menacée par l'affirmation selon laquelle toutes formes de déclarations ou d'actions susceptibles de contrecarrer la prise de décision par le pouvoir peuvent tomber sous le coup de poursuites.

Fait exceptionnel, des tracts et des graffitis anti-régime dans plusieurs quartiers de la Capitale : ces écrits anonymes ont appelé la population à se révolter et à descendre dans la rue afin de renverser le régime. Des tracts s'adressaient tout particulièrement aux enseignants et aux étudiants dans l'enceinte du campus universitaire. Pour *Les Nouvelles*, l'absence du chef de l'Etat sur le territoire national est une nouvelle fois mise à profit par certains pour provoquer des troubles. Les graffitis ont été soigneusement effacés et les affiches arrachées par le service logement du ministère des Finances et du Budget, sous haute surveillance policière. La commune n'a pas été avisée de cette opération, ce qui suscite une nouvelle fois des interrogations sur les relations entre le pouvoir et la mairie de la Capitale. Une récidive a été observée quelques jours plus tard de la part d'une association inconnue qui a procédé à un nouvel affichage sauvage anti-régime.

Andry Rajoelina rencontre la diaspora malgache de France et d'Europe et lance un appel à toutes les forces vives : la prestation du maire de la Capitale lui a permis d'annoncer publiquement que son association *Tgv* reste encore, pour l'instant, une association à vocation économique, sans pour autant écarter totalement l'idée de la transformer en un parti politique d'ici 3 à 5 ans. Le jeune maire se veut rassembleur : « *notre pays a besoin de l'apport de tous les Malgaches qui affronter la pauvreté qui se généralise* ». Il annonce qu'il « *est prêt à collaborer avec tout le monde, quelles que soit ses opinions ou son parti politique* ».

DROITS HUMAINS, JUSTICE, BONNE GOUVERNANCE, SANTE PUBLIQUE

Peine de mort : le courant abolitionniste gagne du terrain dans le pays. A l'occasion de la Journée mondiale contre la peine de mort, l'ACAT - Madagascar a organisé une table ronde qui a vu la participation de personnes physiques et morales (ONG, associations, ministères, ambassade de France, enseignants, hommes d'Eglise, parlementaires...) œuvrant dans le domaine des droits de l'Homme. Me Maria Raharinarivonirina, présidente de l'ACAT, a présenté l'action de la Coalition mondiale. Elle a affirmé que « *depuis 2006, les Cours Criminelles Ordinaires ne prononcent plus la peine de mort à Madagascar qui est un pays abolitionniste de fait* ». Il fait partie des 35 pays considérés comme « *abolitionnistes en pratique* » par l'UE, qui a publié un communiqué à l'occasion de la Journée européenne et mondiale contre la peine de mort. L'ACAT encourage le Parlement à inscrire à son ordre du jour sa proposition de loi portant abolition de la peine de mort. Les deux représentants de

l'Assemblée nationale et du Sénat présents ont affirmé être disposés à faire voter le texte le moment venu. La Commission européenne pour sa part est « déterminée à œuvrer en faveur de l'abolition universelle de la peine capitale en ayant recours à toutes les voies diplomatiques qui existent en se positionnant comme principal bailleur de fonds dans ce domaine ». Le gouvernement a déjà donné son accord de principe à la proposition de loi.

Un jeune homme, reconnu coupable de meurtres et de détention d'arme sans autorisation, a été condamné à la peine capitale. Une condamnation qui coïncide avec la célébration de la Journée mondiale contre la peine de mort et vient contredire la déclaration de Me Maria Raharinarivonirina. Le crime avait été commis en octobre 2004.

Six personnes condamnées à mort le 28 octobre dans l'affaire «Sambatra» : la peine capitale a été prononcée à l'encontre des six principaux auteurs du meurtre de quatre adolescents dans le district de Mananjary, en 2007. Une autre personne a été condamnée à la détention à perpétuité. Six écotent de peines d'emprisonnement ferme. Accusés à tort d'être des kidnappeurs, les adolescents ont été arrêtés, puis amenés dans un terrain de football. Ils ont été lapidés et achevés à l'arme blanche par une foule en délire conduite par un groupe de jeunes. Les adolescents ont été victimes de rumeurs qui parcourraient l'île à cette époque concernant des raptés d'enfants organisés.

[La revue de presse de juillet 2008 rappelait déjà la condamnation en novembre 2007 de 21 paysans condamnés à la peine capitale pour avoir résisté aux forces de l'ordre venues les obliger à quitter les terres sur lesquelles ils avaient vécu et travaillé depuis des décennies, ce qui contredit l'affirmation selon laquelle les tribunaux malgaches ne prononcent plus la peine de mort depuis 2006.

La présidente de l'ACAT, contactée par e-mail avant la dernière condamnation en date du 28 octobre, dément avoir déclaré qu'il n'y avait plus de condamnation à la peine capitale depuis 2006 : « Lors des débats, je reconnais avoir affirmé que depuis la nomination en 2007 (et non en 2006) de la nouvelle ministre de la Justice, il n'y a plus eu de condamnation à mort par les Cours Criminelles malgaches. Il faut préciser que la nouvelle ministre a été nommée en fin octobre/début novembre 2007. [...] Il faut admettre que la nouvelle condamnation qui aurait été prononcée le 10 octobre, jour de célébration de la 6ème journée mondiale, peut sembler relever de la provocation. Cela peut se comprendre, car l'insécurité prévaut grandement dans le pays ».]

Monde carcéral

Les prisons manquent de personnel : prévue pour héberger des centaines de détenus lors de sa conception, durant la période coloniale, la maison centrale d'Antanimora compte plus de 2.700 prisonniers. 25 agents seulement assurent 24 heures sur 24 le système de sécurité de l'établissement, alors que la norme internationale est d'un agent pour 5 détenus. Le manque de personnel est un problème d'ordre général dans tous les établissements pénitenciers de l'Île. Le ministère de tutelle procède au recrutement d'une centaine d'agents qui vont être répartis dans les 97 prisons de Madagascar.

« **Univers carcéral : des mouiroirs officiels** » titre *La Vérité*, qui dénonce une nouvelle fois la terrible condition des détenus malgaches : « Nos prisons sont de véritables mouiroirs, ou tout au moins, des établissements destinés à « casser » l'être humain dans toute son intégrité, c'est-à-dire physiquement, psychologiquement et socialement. Le plus grave, c'est que les autorités, concernées de près ou de loin et à tous les échelons, le savent pertinemment. La sonnette d'alarme ne cesse d'être tirée par différentes entités. Ong, œuvres caritatives, presse et même monde diplomatique, etc. ont déjà eu à signaler le caractère absolument déplorable de la vie carcérale dans notre pays »

Une Direction des Droits Humains vient d'être créée au sein du Ministère de la Justice, suite à un décret du 5 mai 2008. Cette nouvelle direction a, entre autre, la charge de mettre en oeuvre un programme pluriannuel 2008 - 2011 avec l'appui du PNUD.

Peu de femmes exercent des fonctions politiques, malgré les efforts du gouvernement à les promouvoir : sur les 22 chefs de région, 3 sont des femmes. Il n'y a que 4 femmes sur 21 ministres, 63 sur 1547 maires, 11 sont députées sur 127, 5 sont sénatrices sur 33. "*La participation des femmes aux postes décisionnaires demeure très faible et ne dépasse pas les 10%*", explique la directrice du Genre au ministère de la Santé. Malgré tout, il y a eu des avancées. Le MAP vise à augmenter jusqu'à 30% la présence des femmes au Parlement d'ici à 2012, à nommer 6 femmes ministres et à tripler le nombre des femmes occupant des postes au sein de l'administration et des institutions officielles locales, régionales et nationales. Mais le Protocole relatif au Genre et au Développement de la SADC va plus loin : il exige une représentation paritaire dans les gouvernements des pays de la zone d'ici à 2015.

Ruée vers l'esclavage : 10 jeunes femmes malgaches se ruent chaque mois vers le Liban pour y travailler comme domestique. L'esclavage moderne dans ce pays touche principalement des femmes d'origine malgache, sri lankaise et éthiopienne. Au moins 24 employées de maison y sont décédées depuis janvier 2007 à la suite d'un suicide ou de mauvais traitements. D'après les estimations de l'observatoire des droits de l'homme, 200.000 domestiques travaillent au Liban, sans y bénéficier des lois du travail en vigueur. Les domestiques malgaches seraient réputées douces et obéissantes et sont très recherchées par les bureaux de placement qui se multiplient.

Justice et Paix : insécurité généralisée. L'association catholique déplore l'existence d'une insécurité généralisée qui n'est pas seulement sociale mais aussi économique. « *L'exemple le plus concret est la propriété foncière qui n'est pas véritablement garantie même s'il y a déjà des réformes engagées. La communauté politique devrait réagir par rapport à ce phénomène avant qu'il ne s'envenime* », a-t-elle expliqué. Justice et Paix propose sa contribution pour résoudre les dysfonctionnements constatés au sein des organes étatiques et souhaite se rapprocher pour ce faire des parlementaires.

ATD Quart Monde s'établira bientôt à Madagascar en tant qu'Ong nationale. Pour l'instant, c'est encore une Ong internationale qui a reçu, depuis 1994, un accord de siège avec le gouvernement malgache, renouvelé tous les deux ans. Ses membres actifs sont estimés à une trentaine. Leurs actions touchent les bas quartiers de la Capitale.

Mise en place de la Haute Cour de justice (HCJ) : le gouvernement reste évasif. En évoquant des mesures pour instaurer l'Etat de droit, Marc Ravalomanana n'a pas touché mot de la création de la HCJ, la dernière institution prévue par la Constitution qui n'ait pas encore été mise en place. Son rôle est de juger les dignitaires de l'Etat. Le projet de loi serait toujours en cours d'examen au niveau du gouvernement mais sa discussion au parlement ne semble plus prioritaire. Le projet avait pourtant été annoncé comme « *prêt* » dans le DSRPC en 2005. Face à la discrétion du gouvernement, l'opposition se montre pessimiste quant à la détermination de l'exécutif à finaliser le projet durant l'actuel mandat présidentiel.

Le Bianco et la lutte anticorruption

« **Le Bianco manque d'effectif** », déplore son directeur général : cette situation serait la cause principale de la médiocre performance de Madagascar dans le dernier rapport de Transparency International, notamment par comparaison avec l'île Maurice qui consacre de

gros moyens à la lutte contre la corruption et obtient des résultats qui font des envieux. Il souligne en outre que « *la lutte contre la corruption est l'affaire de tout le monde, et aussi une affaire de mentalité* ». La population s'accommoderait trop facilement de certaines pratiques de corruption très répandues dans la vie quotidienne.

Des ministères dans le collimateur du Bianco : selon *La Vérité*, le Premier ministre chercherait à faire mentir ceux qui accusent le Bianco d'hésiter à harponner de « *gros poissons* ». Il a déclaré en effet lors d'une réunion à laquelle étaient conviés les hautes personnalités de l'Etat et les parlementaires qu'il est nécessaire et impératif « *d'adopter des actions et autres mesures permettant de mieux combattre la corruption et d'en obtenir des résultats tangibles et conséquents à tous les niveaux* ». Le Bianco aurait dans le collimateur de hauts responsables au sein notamment des ministères de la Justice, de la Police nationale, des Forêts et de l'Education. Mais poursuivre un ministre encore en activité ne peut aboutir tant que la HCJ n'est pas installée...

Le Bianco associé à la réforme foncière pilotée par le MCA : un accord de partenariat a été signé pour mener une campagne dans le cadre de la réforme foncière. Désormais, le Bianco est partie prenante dans la mise en place des 257 guichets fonciers du MCA. « *Nous avons fait appel au Bianco pour identifier les risques de corruption dans le processus de délivrance des certificats fonciers. Il va également donner des formations aux agents qui vont travailler dans les guichets* », explique le directeur général du MCA Madagascar. Le MCA a installé jusqu'à présent 127 des 256 guichets fonciers communaux prévus pour cette année dans ses 6 zones d'intervention, il a délivré 5.190 certificats fonciers.

La FJKM et le Bianco renforcent leur coopération : dans le cadre de ce partenariat Eglise-Etat, les chrétiens seront sensibilisés sur la lutte contre la corruption. La FJKM a décidé d'axer ses homélies du mois de novembre sur le thème général « *Manohitra ny fahalovana ny Tenin'Andriamanitra* » (littéralement : la Parole de Dieu bannit la dépravation). L'ancien ministre des Finances, Benjamin Radavidson Andriamparany, président de la fédération des laïcs (SFL) de la FJKM, est le responsable de cette campagne.

Plus de 29.000 doléances reçues depuis 2004, dont plus de 5.500 sont anonymes. Sur ces plaintes reçues, plus de 3.000 ont été classées « *investigables* » ; près des 2/3 ont été traitées, 665 ont été transmises aux juridictions. 1.020 arrestations ont été faites depuis 2004, dont 207 sur l'année en cours. Le gouvernement américain contribue activement au programme « *Initiative de Lutte contre la Corruption à Madagascar* » (AIM). Des matériels et logiciels informatiques ont été donnés par l'ambassade des USA pour permettre au Bianco d'assurer un meilleur suivi des dossiers. L'AIM collabore également avec les organisations de la société civile afin de sensibiliser le public sur la corruption et les mécanismes de lutte contre ce fléau, contrôler les finances publiques locales, faire participer la communauté des affaires aux mesures de lutte contre la corruption et améliorer le rôle des médias dans l'investigation et la dénonciation des affaires de corruption.

Justice : rappel à l'ordre de la ministre sur les manquements au code de déontologie et la corruption. Bakolalao Ramanandraibe a saisi l'occasion de l'assemblée générale des fonctionnaires du ministère de la Justice pour mettre les personnels face à leurs responsabilités. L'accent a été mis sur le respect de l'Etat de droit par le renforcement des sanctions pour corruption, sur l'établissement de procédures judiciaires simplifiées afin d'assurer la rapidité et la transparence des procès, ainsi que sur l'amélioration de la qualité des prestations, notamment au niveau des services d'accueil. « *La justice figure parmi les*

secteurs les plus sensibles de l'administration publique à Madagascar, mais elle reste le moins intègre » a-t-elle affirmé.

La Banque mondiale appuie la mise sur pied de la « Public Service Commission of Madagascar » (PSC). Placé sous tutelle de la Présidence de la République, ce service « se situe au cœur même de la grande réforme de l'Administration publique malgache, qui aspire à instituer une Fonction publique intègre, cohérente, efficiente et professionnelle. Pour pallier aux dysfonctionnements hérités du passé et mettre en valeur une culture administrative basée sur le résultat », explique Marc Ravalomanana. Il aura notamment à assurer le recrutement et la gestion des personnels de la fonction publique, l'évaluation semestrielle de leurs performances. Un Code de conduite de la Fonction publique sera élaboré. Cette initiative correspond à l'un des engagements du MAP en faveur de la « gouvernance responsable »

L'indice Ibrahim 2008 de la gouvernance en Afrique : Madagascar 16ème sur 48 pays subsahariens. La Fondation Mo Ibrahim indique qu'entre 2005 et 2006, le score global de Madagascar a fait progresser le pays de deux places. Les deux tiers des pays d'Afrique subsaharienne ont également amélioré leurs performances de gouvernance entre 2005 et 2006. « 31 pays sur 48 ont amélioré leur situation », a déclaré Mo Ibrahim. "Les secteurs où les progrès sont les plus grands sont la participation et les droits de l'Homme. Les choses avancent vraiment en Afrique", a-t-il assuré. Selon les mesures de l'indice Ibrahim des performances de gouvernance, Madagascar s'est amélioré dans les quatre catégories suivantes : l'application des lois, la transparence et la lutte contre la corruption, le développement humain, avec des améliorations plus sensibles (+ 7 points) dans la participation, les droits de l'homme et le développement économique durable. L'indice Ibrahim s'appuie sur 57 critères qui évaluent la qualité des services que les gouvernements assurent à leur population. La composition du club des cinq meilleurs pays reste inchangée : Maurice, Seychelles, Cap-Vert, Botswana et Afrique du Sud. Mo Ibrahim, citoyen britannique d'origine soudanaise, a fait fortune dans la téléphonie mobile avant de créer sa fondation en 2006.

Afrobaromètre : les Malgaches attachés aux libertés. Réalisée par des instituts indépendants, l'enquête, menée parallèlement dans 20 pays africains, avait pour objectif de mesurer et d'analyser l'évolution de l'opinion des citoyens sur la gouvernance, la société civile et les réformes économiques. Les résultats font apparaître que les Malgaches sont très attachés au respect de la liberté d'expression et à la liberté de la presse. Ces attitudes, déjà exprimées en 2005, semblent se renforcer en 2008. Ils sont massivement attachés aux principes généraux du fonctionnement démocratique, à savoir le rejet du parti unique, de la concentration excessive des pouvoirs ou de l'intervention de l'armée. Si la population se montre plutôt satisfaite des libertés réelles dans le pays (22 % des Malgaches se déclarent pas du tout ou pas très libre d'exprimer leur opinion), un fait essentiel mérite d'être souligné : la montée de la proportion de la population, largement plus de la moitié, qui ne se prononce pas sur la centaine de questions posées. La confiance dans les institutions politiques est limitée. Seul le Président de la République bénéficie toujours, comme en 2005, d'un capital de confiance important. Les partis politiques de l'opposition restent profondément déconsidérés. Seuls 17% des Malgaches sont satisfaits de leurs conditions de vie, contre 25% en 2005. La dégradation est sensible notamment dans l'accès aux médicaments (63% des Malgaches n'ont pas accès aux médicaments) et à l'eau potable. Le sentiment généralisé d'insécurité devient la première préoccupation de la population, devant la pauvreté.

Liberté de la presse 2008 : Madagascar régresse selon le dernier rapport de RSF. Madagascar passe de la 62e à la 94e place sur 169. D'après Reporters sans frontières, le milieu des médias malgache se politise.

L'OMS appui la lutte contre la bilharziose : traiter un demi million d'enfants sur les Hautes Terres. 6 pays africains retenus comme prioritaires par l'OMS pour renforcer la lutte contre les maladies tropicales négligées (MTN), dont Madagascar, bénéficient d'un programme intégré de lutte contre cette maladie, en partenariat avec le laboratoire Merck.

RELATIONS INTERNATIONALES, COOPERATION, INTEGRATION REGIONALE

Jean Marc Simon pourrait être nommé ambassadeur de France à Madagascar : proche de Jacques Chirac, gaulliste de toujours, il fut de 1993 à 1996, directeur de cabinet des ministres de la Coopération successifs : Michel Roussin, Bernard Debré et Jacques Godfrain. Ambassadeur en Centrafrique de 1996 à 2001, J.M. Simon avait quitté le Nigeria pour Libreville. Il est l'un des derniers spécialistes de l'Afrique, un familier de ses réseaux et habitué aux situations parfois délicates. La nomination de Jean Marc Simon n'a pas encore été confirmée par l'Elysée et la partie malgache n'a pas encore reçu de demande d'agrément. Selon *L.O.I*, Jean-Marc Simon aurait encore le choix entre un poste dans un groupe français bien implanté en Afrique et une fin de carrière diplomatique à Madagascar. Son prédécesseur a quitté précipitamment la Grande Ile depuis bientôt 3 mois.

Le gouvernement français mettrait un coup d'arrêt aux projets de développement en Afrique sub-saharienne et à Madagascar : cette information est révélée par Oxfam France – Agir ici qui s'est procuré une série de documents diffusés largement au sein du réseau de la coopération française. Des projets de subventions destinées au soutien des projets nationaux de lutte contre la pauvreté, via l'AFD, pourrait être « *suspendue sine die* ». Un projet de courrier diplomatique précise que : l'AFD « *continuera, sur un nombre de pays limité compte tenu de la limite des enveloppes de subvention disponibles au niveau central, des petits projets de microfinance, d'ONG ou à forte visibilité politique.* ». Il s'agirait de favoriser le soutien au secteur privé, de remplacer les subventions publiques par un déploiement global des prêts et de garanties dirigés vers le privé. Selon un élu français : « *L'AFD joue de plus en plus le rôle d'une banque plutôt que celui d'un donateur* ». Or, l'AFD était considérée jusqu'ici comme l'institution financière française au cœur du dispositif d'aide publique en faveur des pays pauvres. Pour Madagascar, l'appui au secteur de la santé serait remis en cause, ainsi que des projets d'appui au secteur agricole, halieutique et environnemental et à la formation professionnelle. Pour Antoine Malafosse, Délégué général du CCFD - Terre Solidaire, « *le gouvernement ferait preuve d'une tragique absence de vision en sacrifiant la santé, l'éducation et l'alimentation des populations les plus pauvres sur l'autel de la crise financière. C'est exactement le contraire de ce qu'attendent les Français, qui demandent une augmentation du budget pour aider les pays pauvres à faire face à la crise [...] En réitérant sans cesse des promesses d'aide qu'il ne semble pas vouloir tenir, le gouvernement se moque non seulement des populations des pays pauvres, dont la vie est en jeu ; il méprise aussi les Français et leur aspiration à plus de solidarité* ».

L'organisation du Sommet de la Francophonie en 2010 a été confiée à Madagascar. Au Sommet de Québec, la lutte a été acharnée avec la RDC, soutenue par plusieurs pays africains. Le président Ravalomanana serait allé jusqu'à menacer de retirer son pays de l'OIF s'il n'obtenait pas gain de cause. Madagascar accueillera également en 2010 les Assises des Journalistes francophones. Avec le Sommet de l'UA en juillet 2009, Madagascar va vivre au rythme des réunions internationales.

Les relations franco-malgaches font du yoyo depuis la crise de 2002 mais le choix de Madagascar pour la tenue du sommet de la francophonie devrait sonner la renaissance du grand amour entre les deux pays. C'est à Nicolas Sarkozy et à François Fillon que le chef de l'Etat malgache a adressé en premier lieu ses remerciements car « *la France avait son mot à dire*

[...] et devrait être fière de ce choix puisque Madagascar est un partenaire historique », ajoute Marc Ravalomanana.

Francophonie : 500 instituteurs à former à distance. L'OIF, en collaboration avec l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), initie une formation à distance d'enseignants. Avec le Burundi, le Bénin et Haïti, Madagascar fait partie des quatre pays choisis pour le projet-pilote. L'objectif principal est l'amélioration des compétences des enseignants du primaire dans le domaine de l'enseignement du français.

Lutte contre le terrorisme : Madagascar demande l'assistance des Nations Unies pour le Sommet de l'UA en 2009. Le Comité exécutif des Nations Unies se rendra sur place pour analyser la capacité de Madagascar dans la lutte contre le terrorisme et identifiera les domaines dans lesquels le pays a besoin d'une assistance technique.

L'UE et les bailleurs de fonds attendent un meilleur contrôle des comptes publics : « *la revalorisation de l'activité de la Cour des comptes, essentielle au contrôle externe de l'exécution des budgets publics, reste un défi* », a déclaré J.C. Boidin, ambassadeur de l'UE, pour qui c'est « *un passage obligé pour la mise en œuvre de la Déclaration de Paris* ». Le président Ravalomanana a réaffirmé en présence de J.C. Boidin la volonté du gouvernement d'instaurer la bonne gouvernance. Bakolalao Ramanandraibe, ministre de la Justice, a promis que « *la réforme de la justice va se poursuivre sans faiblir* ». Ces déclarations ont été faites à l'occasion de l'inauguration du nouveau palais de la Cour Suprême financé pour un montant de 2,8 millions d'euros par l'UE dans le cadre de son programme d'appui à la bonne gouvernance et au renforcement de l'Etat de droit. Il regroupe la Cour de Cassation, la Cour des Comptes et le Conseil d'Etat.

Hausse de 15% des tarifs de la Jirama : l'Etat échoue dans son dernier recours auprès de la Banque mondiale. La révision à la hausse des tarifs de l'eau et de l'électricité faisait partie des engagements pris par Madagascar auprès du FMI. Elle est destinée à assainir la situation financière de cette société d'Etat qui continue à assurer (tant bien que mal) sa production grâce à des subventions (54 milliards Ar dans le budget 2008). Les négociations ont été rudes mais les bailleurs de fonds n'ont pas cédé. La hausse de 15% est appliquée dès ce mois d'octobre. Le dossier Madagascar sera examiné prochainement par les conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale.

Banque mondiale : 3 projets arrivent à terme fin 2008. Il s'agit du Projet de soutien au développement (PSDR), du Fonds d'intervention de développement (FID) et du Projet d'appui à la nutrition Seecaline. Le PSDR bénéficiera d'un fonds additionnel de 30 millions de dollars. En revanche, la poursuite du FID reste en point d'interrogation. Le projet a déjà Bénéficié d'un crédit additionnel de 18 millions de dollars. Ces interrogations surviennent à un moment où la Banque connaît de nombreux changements de personnels expatriés au sein de son bureau local. Le gouvernement malgache s'en inquiète et redoute un passage à vide durant la période de transition. Certains départs précipités ont alimenté des rumeurs.

Le FMI veut que le gouvernement mette fin aux nouveaux agréments accordés aux sociétés de la zone franche. Pour le Fonds, les avantages fiscaux doivent être les mêmes pour tous les opérateurs économiques. Il fait pression pour faire adopter d'ici fin 2008 une loi qui supprime ces dérogations. La loi sur les grands investissements miniers qui accorde des avantages particuliers aux deux ou trois compagnies étrangères est également dans le collimateur. Le gouvernement espère obtenir un sursis de 2 ou 3 ans. Les firmes qui possèdent déjà le statut d'entreprise de zone franche ne seront pas inquiétées. La suppression

des agréments spéciaux permettra d'accroître les recettes publiques. Les avantages fiscaux accordés aux zones franches vont en effet à l'encontre de la politique de l'Etat visant à augmenter le taux de pression fiscale.

Pêche illégale : l'océan Indien sous haute surveillance. Les 5 Etats membres de la COI, intensifient la surveillance de la pêche dans le Sud-Ouest de l'océan Indien. C'est la 7^{ème} mission de ce genre effectuée par les Etats membres qui se sont engagés à fournir les moyens humains, matériels et logistiques pour cette mission. Le plan régional de surveillance de la pêche dans le Sud Ouest de l'océan Indien a été décidé en janvier 2007 aux Seychelles avec l'aide financière de la direction générale de la pêche de l'UE.

Un navire-usine intercepté dans la zone économique exclusive de Madagascar : battant pavillon sénégalais, a été intercepté par les garde-côtes au large de Toliara. Le navire n'avait pas de permis pour pêcher le requin noir et la langouste. Les produits étaient conditionnés sous une marque espagnole.

ECONOMIE

Banque mondiale : l'indicateur de performance de Madagascar a atteint 3,7, un niveau qui est supérieur à la moyenne des pays africains. La Banque contribue à la réalisation des priorités gouvernementales inscrites dans le MAP. L'institution a financé plus de 114 opérations pour un montant de près de 3 milliards de dollars. 103 opérations sont des projets de développement et le solde constitue des aides budgétaires. La totalité des engagements de la Banque mondiale dans le pays s'élève actuellement à plus de 1 milliard de dollars avec 19 projets. L'indicateur de performance, en progression, atteint 3,7 (sur 5), alors qu'il n'est que de 3,3 en Afrique. Le meilleur score est atteint par les pays nordiques, avec 4,1. Cet indicateur « CPIA » permet d'évaluer la qualité des politiques en vigueur dans le pays ainsi que celle de ses institutions. Si le score est jugé satisfaisant, les décaissements sont accélérés et des financements complémentaires peuvent être accordés. Madagascar figure dans le premier groupe des pays performants du continent, avec Maurice, l'Afrique du Sud et le Botswana. Les représentants de la Banque considèrent qu'ils ont contribué à l'accélération de la croissance économique (passée de 4,6 % en 2005 à 6,2% en 2007) ainsi qu'à la réduction du taux de la pauvreté (80% en 2002, contre 68,7% en 2008).

Le fisc épingle 72 entreprises : elles ont fait l'objet d'un redressement fiscal pour un montant total de 4 milliards Ar. Près de la moitié d'entre elles ont été vendues aux enchères pour pouvoir honorer leurs créances. Certains opérateurs dénoncent « l'acharnement » de l'administration fiscale vis-à-vis des petites entreprises et son manque de courage pour s'attaquer aux sociétés importantes qui, de notoriété publique, se soustraient en toute impunité à leurs obligations. Certains rappellent qu'il y a deux ans une amnistie fiscale a déjà été accordée aux grandes entreprises.

Le groupe Tiko se diversifie encore : sa dernière acquisition est un abattoir d'Antananarivo, à l'abandon depuis plusieurs années. Le groupe s'est également emparé de l'ancien complexe rizicole de Vohidiala qui est devenu le plus grand silo et la plus grande rizerie de l'île. Ayant réussi à évincer ses concurrents, le groupe Tiko est maître dans la minoterie depuis quelques semaines. Les Américains des « Moulins de Madagascar » ont préféré se retirer, livrant les boulangers et pâtisseries à la minoterie du groupe Tiko. Avec cet abattoir, le secteur bovin entrera de nouveau dans la sphère de l'exportation et de la diversification de produits à écouler sur le marché régional de la SADC ou de la COMESA, voire de la COI et de l'UE.

Le chef de l'Etat avait exigé que tous les abattoirs du pays soient mis aux normes pour assurer la sécurisation de la consommation, nécessitant ainsi d'importants travaux de réhabilitation pour la plupart d'entre eux. Des appels d'offres ont été alors lancés pour le rachat et la réhabilitation de ces abattoirs. C'est ainsi que le groupe Tiko a remporté le marché pour l'abattoir de la Capitale. Les travaux seront réalisés par l'entreprise chinoise qui travaille actuellement sur l'hôtel cinq étoiles d'Ivato prévu pour l'accueil du sommet de l'UA.

L'implication du groupe Tiko dans la réforme de l'enseignement : selon *Assidu Madagascar*, qui se réfère à *L.O.I*, la réforme de l'enseignement de base a donné lieu à la signature d'un important marché pour l'édition des nouveaux manuels conçus dans le cadre de la malgachisation et de l'allongement du cycle primaire. Ces travaux auraient été confiés à l'imprimerie Blueprint, appartenant au groupe Tiko et dirigée par le gendre du président de la République. Au moment de la campagne des municipales, Blueprint s'était posée en concurrent direct du groupe Injet, le pionnier du panneau publicitaire à Madagascar, appartenant à Andry Rajoelina, l'actuel maire de la Capitale. La société avait réussi à faire enlever de force une grande partie des panneaux appartenant au groupe Injet. La Capitale ayant échappé au pouvoir aux dernières municipales, le combat cessa. Blueprint prendrait maintenant sa revanche en s'octroyant le monopole de l'édition des nouveaux manuels scolaires, en partenariat avec une société singapourienne. Près de 1 118 000 ouvrages scolaires seront distribués aux 350 000 premiers élèves concernés par la réforme.

La FAO apportera un appui technique pour la construction d'une grande usine de provende : ce projet vise à accélérer le développement de l'élevage dans la Grande Ile. La FAO sera associée à la réflexion sur l'approvisionnement de l'usine et à la structuration du monde rural à travers la mise en place et la création d'un réseau de collecte, de stockage, et de commercialisation.

Le projet, annoncé par le président de la République, a provoqué la surprise et une nouvelle tension avec la municipalité d'Antananarivo. Sa réalisation nécessitera en effet de grands travaux de remblaiement de rizières dans la Ville basse, sur des terrains dont la commune avait la maîtrise et qui devaient être, selon certaines informations, utilisés par la Ville pour la construction de logements sociaux. Le sacrifice d'un vaste périmètre rizicole, alors que la crise alimentaire n'est pas écartée, risque en outre d'aggraver la menace d'inondation des bas quartiers déjà très touchés en saison des pluies. Enfin, cette activité n'est pas sans présenter de dangers environnementaux dans une zone qui connaît une urbanisation sauvage.

Mais au-delà, *Assidu Madagascar* dénonce une nouvelle fois la « *confusion entre la fonction de chef de l'Etat et de propriétaire du groupe Tiko* ». Pour cette association, cette usine est de toute évidence destinée à l'alimentation du bétail du groupe Tiko, groupe qui est au premier chef intéressé par les débouchés offerts par la zone de libre-échange de la SADC. Le parti Leader Fanilo demande au gouvernement de révéler le nom de la société qui se verra confiée la gestion de l'usine, suspectant le groupe Tiko d'avoir des intérêts dans le projet.

D'autres opérations de remblayage de rizières vont être menées par le pouvoir pour permettre à l'Etat d'y faire construire les nouveaux locaux du ministère de la Justice.

Le directeur général des Impôts : « *Nous chasserons les pseudo investisseurs* ». Selon ses déclarations, « *certains étrangers se présentent comme investisseurs pour avoir leur visa d'entrée au pays. Une fois qu'ils l'ont obtenu, ils disparaissent* ». Tribune observe que par rapport à d'autres pays, particulièrement ceux de l'Espace Schengen, les formalités d'entrée à Madagascar sont très légères. Les étrangers ne font que remplir quelques formalités, payer un droit de visa et

« *la caverne d'Ali Baba s'ouvre pour eux.* » Timorées, les autorités malgaches n'ont pas le courage de demander la réciprocité.

Les exportations de saphir brut se poursuivent en dépit de l'interdiction définitive décidée en juin : où vont les saphirs que les Sri lankais et les Thaïlandais ne cessent d'acheter à Ilakaka et ses environs ? Le commerce des pierres brutes continue à se développer de manière anarchique. Les responsables du ministère de l'Énergie et des Mines sont dans l'incapacité de fournir une explication concernant la destination du saphir brut et admettent l'existence de filières d'exportation clandestines. L'absence de statistiques sur la production et le niveau des stocks ne permettent pas d'appréhender correctement la situation.

Un signe encourageant : l'IGM (Institut de gemmologie de Madagascar) et la société Vogue Group de Dubaï viennent de signer un accord de partenariat en vue de la création d'une usine de lapidairerie à Madagascar. Cette collaboration s'inscrit dans la perspective d'une augmentation de la valeur ajoutée dans le secteur des pierres semi-précieuses qui devront être transformées sur place. Les investissements atteindront au moins le million de dollars.

La pêche crevettière est frappée de plein fouet par la crise mondiale : la société Aqualma qui opère dans le nord-ouest a mis en arrêt de travail plus de 500 employés depuis fin avril. Le chômage technique durera jusqu'en mars 2009. Il y a surabondance des produits d'aquaculture par rapport à la capacité du marché. Aqualma compte plus de 2.100 employés. Elle produit des crevettes haut de gamme et exporte toute sa production vers l'Europe, les USA et le Japon, soit 5.500 tonnes par an.

Les cours des principaux produits exportés par Madagascar chutent sur le marché boursier international : la négociation pour l'ajustement du prix des produits agroalimentaires malgaches à l'exportation est ajournée. Les exportateurs subissent durement les impacts de la crise financière. Le cours des produits de rente a considérablement chuté : de 15 à 19% en un mois par exemple pour le café et le cacao, le poivre et le sucre. Cette situation est atténuée pour l'instant par l'appréciation de l'Ariary sur le marché interbancaire des devises. L'inquiétude est grande pour la campagne de litchi qui va bientôt commencer.

Sherritt international : la biodiversité malgache sacrifiée à la plus grosse mine de nickel du monde : À Moramanga, une énorme balafre entaille la forêt primaire. Malgré la biodiversité exceptionnelle de cette région, la plus grande mine de nickel au monde va voir le jour, avec son gigantesque pipeline destiné à l'évacuation du minerai jusqu'au port de Toamasina. Le site de la mine, "*est en plein coeur de la forêt primaire, pas loin de la future aire protégée décidée par le gouvernement*", explique le vice-président pour Madagascar du groupe américain Conservation International. De 1.300 à 1.700 hectares de forêt primaire seront sacrifiés. Des villageois ont aussi été déplacés. Mais, selon le directeur général des Mines, l'Etat "*a trouvé un juste milieu entre exploitation des grands projets miniers et préservation de la biodiversité*".

Sheritt multiplie les démarches médiatiques pour convaincre les malgaches des bienfaits de son projet d'extraction de nickel et de cobalt. La société organise des débats en France avec la diaspora malgache, dans le but de l'informer et d'essayer d'inciter les Malgaches qualifiés de l'Hexagone à intégrer ses équipes dans la Grande Ile. Des conférences similaires sont programmées au Canada.

Le chef de l'Etat a révélé qu'après un entretien au Canada avec l'instance dirigeante de Sherritt International, il a été décidé que les 4 000 employés que la multinationale voulait recruter aux Philippines seront recrutés au pays même, moyennant la création d'un centre de formation.

14 compagnies s'intéressent à la prospection d'uranium : la dernière en date à avoir signé un accord de partenariat est sud-coréenne. Au moins 30% d'entre elles ont une chance de réussir dans cette activité en passant à la phase d'exploitation, a annoncé le DG de l'Omnis, qui encourage d'autres investisseurs à se manifester.

Le quotidien *Les Nouvelles* s'interroge : cet engouement des sociétés étrangères pour la prospection de l'uranium à Madagascar s'explique par la gestion des sources d'énergie qui devient critique dans les pays riches. Mais Madagascar pourra-t-il, un jour, profiter de ses ressources naturelles ?

Sud de l'île : la population est désormais durement frappée par l'insécurité et la sécheresse. La population vit dans la peur des bandits armés de pistolets et fusils d'assauts qui sèment la terreur en dérobant les commerçants et les simples citoyens. En milieu rural, les « *dahalo* » font des ravages au vu et au su des forces de l'ordre. Par ailleurs, la menace de sécheresse est devenue de plus en plus sérieuse dans cette région. Les cultures de contre saison sont de ce fait quasi inexistantes. Les Ong travaillant dans cette zone ont alerté les hauts responsables du risque de « *kere* » [*disette*]

43% des Tananariviens sous-alimentés : les enfants en sont les principales victimes parmi les 2 millions d'habitants de la Capitale. «*Il est vraiment étonnant que le plus fort taux de prévalence de la malnutrition soit rencontré dans une grande ville comme Antananarivo*», déclare le représentant résident du Système des Nations Unies. D'ici 2012, tous les acteurs oeuvrant pour le bien-être de la population ont pour objectif de réduire de 42 à 28% le taux de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans. Le taux de l'insécurité alimentaire chez les ménages doit également suivre cette tendance. Selon le MAP, les responsables doivent s'atteler à ramener à 48% l'insécurité alimentaire. Elle est à 68%, actuellement.

Face à la crise alimentaire qui menace, un plan d'action a été élaboré en vue de réduire la vulnérabilité de groupes cibles en milieu urbain. Six grandes villes sont concernées par ce plan.

Sources : L'Express, Midi, La Tribune, Les Nouvelles, Le Quotidien, La Gazette, La Vérité, DTS, Matera, Jeune Afrique, Courrier international, L.O.I, AFP, IPS, African Press Organization (APO)/ Assidu Madagascar.

Taux de change : au 31/10/2008, 1 euro = 2369 Ariary (cours pondéré)